

# Goodbye Europe

Sylvie Goulard

Flammarion, Café Voltaire

25/05/2016

Sylvie  
Goulard  
Goodbye  
Europe

*Café Voltaire*  
Flammarion

Comme l'a écrit Emmanuel Beretta dans *Le Point*, « il ne faut pas se laisser abuser par le titre de cet essai, « Goodbye Europe ». Sylvie Goulard ne souhaite pas la disparition de l'Europe politique, mais sa renaissance. »

Le référendum que le gouvernement britannique organise le 23 juin prochain, à propos de l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, nous tend en réalité un miroir où se reflètent nos propres doutes et faiblesses.

Il ne fait pas de doutes que le départ de ce pays affaiblirait l'Union européenne : elle perdrait une démocratie de premier plan, un partenaire géopolitique majeur, une économie dynamique et ouverte ainsi que la première place financière mondiale. Un précédent serait créé qui, par effet domino, pourrait enclencher un délitement. Mais l'accord international auquel sont parvenus nos chefs d'États ou de gouvernement le 19 février dernier illustre crûment les errements de l'Europe actuelle: les dirigeants européens « prétendent retenir le RU dans l'Union par le reniement de ses règles et le sacrifice de sa substance. Est-ce le RU qui la quitte ou tous l'ont-ils déjà abandonnée ? »

**Une erreur psychologique a été faite:** « Personne ne semble s'être posé la question de savoir si la meilleure manière de retenir les Britanniques était vraiment de céder à toutes leurs demandes. A Bruxelles, l'idée s'est répandue qu'il était impossible de leur refuser quoi que ce soit. C'était accepter de se soumettre à ce qu'il faut bien appeler un chantage, alors même que l'Union européenne repose sur le principe de « coopération loyale » inscrit dans les traités.

C'est d'autant plus regrettable que certaines des demandes de David Cameron, par exemple celles visant à renforcer l'efficacité de l'Union et sa compétitivité dans la course mondiale, étaient fondées. Son invitation à réformer la gouvernance de l'euro aurait également dû être entendue car, quelle que soit la décision des Britanniques, le statu quo n'est pas tenable.

**« Le drame, ce n'est pas la force du Royaume-Uni, c'est la faiblesse de ses partenaires. Le drame, c'est le manque d'élan et d'imagination, c'est le silence de la France, de l'Allemagne, des autres pays fondateurs, des institutions et de tous ceux qui, par le passé, ont apporté leur pierre à l'édifice commun et s'en désintéressent aujourd'hui ».**

L'arrangement du 19 février dernier est ambigu. Pour le gouvernement britannique, c'est un accord international contraignant justifiant l'organisation d'un référendum et son dépôt aux Nations Unies. Pour les autres Etats membres, c'est un texte interprétatif ne réclamant pas même un passage devant les Parlements nationaux.

**« Les conditions de l'appartenance d'un Etat à l'Union ont été fixées par un arrangement de droit international comme les Etats européens pourraient en conclure avec le Nicaragua ou le Zimbabwe. (...) Les chefs d'Etat et de gouvernement ont même inventé la première éponge double face du droit international » avec « un côté rugueux pour gratter les doutes anglais et permettre à David Cameron d'organiser son référendum et un côté tout doux pour ne pas effrayer François Hollande ».**

Cet accord promet des changements ultérieurs des traités et des modifications de législation sur des points fondamentaux : l'objectif de construire une « union sans cesse plus étroite » serait abandonné ; une interférence accrue serait accordée aux Parlements nationaux dans la procédure législative européenne, au risque de l'entraver ; à la liberté de circulation, des limitations de prestations seraient opposées. Ces changements n'ont donné lieu à aucun débat. Ils accordent au RU un statut encore plus à part, au mépris des engagements qu'il avait antérieurement pris.

Quelle que soit en définitive la décision souveraine des Britanniques, la France, l'Allemagne et les autres pays de l'Union doivent tout aussi souverainement élaborer une vision d'avenir.

**« Nous ne pouvons plus progresser dans la construction européenne à tâtons, comme des somnambules, sans définir ensemble, par un débat démocratique transfrontière, dans quel type de société nous voulons vivre. »**

Souvent les défaillances imputées à l'Union européenne sont le reflet d'un bouleversement plus vaste, à l'échelle du monde. C'est pourquoi la nostalgie du « retour au Franc » ou de la souveraineté nationale retrouvée, ne sont que des illusions. La mondialisation crée des interdépendances nouvelles et relativise le territoire. Dans ce contexte l'instrumentalisation de la nation et de la chrétienté à laquelle se livrent des « patriotes » auto proclamés, est scandaleuse.

**« Plus que le partage de souveraineté consenti dans l'Union européenne, c'est le grignotage sournois dû au bouleversement du monde qui réduit les marges de manœuvre des pays. L'Union européenne, au contraire, nous restitue de la souveraineté. »**

Des élections majeures se tiendront en France et en Allemagne en 2017. C'est l'occasion de définir ce que nous voulons faire de l'Europe et de s'atteler à la reconstruire.